

## COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 20 FEVRIER 2013 à 20 heures

Absents excusés : M. VALDENNAIRE Fabien (pouvoir écrit à M. DIDIER Sylvain) Mme MARCHAND Myriam (pouvoir écrit à Mme BRENOIT Caroline).

Secrétaire de séance : Mme GEHIN Sylvie  
Secrétaire administrative : Mme GENET Thérèse.

Il est précisé que Monsieur SCHNEIDER Alexandre était absent lors de la délibération du CM n° 1/02/2013. Ce conseiller municipal est arrivé dans la salle des délibérations pour la délibération du CM n° 2/02/2013.

### **N° 1/02/2013 RETRAIT DE LA DELIBERATION DU 30 NOVEMBRE 2012 CONCERNANT LE PLU ET APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE VENTRON**

#### **Le Conseil Municipal,**

- Vu la délibération d'approbation du 30 novembre 2012,
- considérant que la délibération en date du 30 novembre 2012 est entachée d'illégalité en raison de l'irrégularité de la convocation du conseil municipal du 26 novembre 2012 ne comportant pas dans son objet l'approbation du Plan Local d'Urbanisme ;
- considérant que le Conseil d'Etat confirme la possibilité de retrait d'un acte réglementaire mis en application - ( CE, 19 mars 2010 n° 305047 et CE, 19 avril 2000, n°207469) - si un recours contentieux a été formé contre lui, ce qui est le cas en l'espèce - recours contentieux introduit le 31 janvier 2013 ;

**DÉCIDE** à l'unanimité le retrait de la délibération du 30 novembre 2012 relative à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

#### **Le Conseil Municipal,**

- VU le Code de l'Urbanisme,
- VU la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 modifiée et ses décrets d'application modifié par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 et son décret d'application du 9 juin 2004;
- VU la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 31 octobre 2008, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 03 avril 2012 arrêtant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- VU les remarques des services consultés sur le projet arrêté,
- Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de Consommation des Espaces agricoles (CDCEA) en date du 25 juillet 2012 ;
- VU l'arrêté municipal du 08 août 2012, mettant à l'enquête publique le projet d'élaboration du PLU,
- VU les conclusions du Commissaire enquêteur et les avis des services consultés sur le projet,
- VU la carte des terres agricoles,

- Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient d'y apporter la suite apparaissant dans le tableau ci-annexé.

- Considérant que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L123.10 du Code de l'Urbanisme ;

- Entendu l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré ;

- **APPROUVE**, à l'unanimité, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

Le dossier du PLU comprend :

- le rapport de présentation, - le projet d'aménagement et développement durable,
- les orientations d'aménagement,
- les documents graphiques,
- le règlement d'urbanisme,
- les annexes: liste et plan des servitudes d'utilité publique, annexes sanitaires, périmètre du droit de préemption urbain, ou plan de zones U et AU.

Le Plan Local d'Urbanisme est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et à la Direction Départementale des Territoires à EPINAL ;

DECIDE de demander la mise à disposition de la Direction Départementale des Territoires pour l'instruction des actes d'autorisation d'utilisation et d'occupation du sol.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera ensuite exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa transmission au Préfet des Vosges, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au PLU ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications.

**Cette délibération annule & remplace la précédente du 30 novembre 2012.**

Arrivée de Monsieur Alexandre SCHNEIDER, conseiller municipal.

#### **N° 2/02/2013 RETRAIT DE LA DELIBERATION DU 30 NOVEMBRE 2012 RELATIVE AU DPU ET INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Le Conseil Municipal,**

- Vu la délibération d'institution du droit de préemption urbain du 30 novembre 2012,

- considérant que la délibération en date du 30 novembre 2012 est entachée d'illégalité en raison de l'irrégularité de la convocation du conseil municipal du 26 novembre 2012 ne comportant pas dans son objet l'institution d'un droit de préemption urbain,

- considérant que le Conseil d'État confirme la possibilité de retrait d'un acte réglementaire mis en application - ( CE, 19 mars 2010 n°305047 et CE, 19 avril 2000, n°207469) - si un recours contentieux a été formé contre lui, ce qui est le cas en l'espèce - recours contentieux introduit le 31 janvier 2013 ;

**DÉCIDE** à l'unanimité, le retrait de la délibération du 30 novembre 2012 relative à l'institution du Droit de Préemption urbain.

**Le Conseil Municipal,**

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985,

Vu la loi n° 86-1290 du 26 décembre 1986,

Vu la loi n° 87-557 du 18 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement,

Vu la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991,

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain n° 2000.1208 du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application, modifiés par la Loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 et son décret d'application du 9 juin 2004,

Vu la loi Engagement National pour l'Environnement du 10 juillet 2012 ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 110, L 210-1, L 211 et suivants, L 212-1 et suivants, R 211-1 et suivants, R 212-1 et suivants, R 213-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du 20 février 2013 ;

CONSIDERANT l'intérêt que présente le droit de préemption urbain pour le développement et l'aménagement de la commune,

Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité, d'instituer un droit de préemption urbain sur :

- l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 20 février 2013 ;

**CHARGE** le Maire de procéder aux formalités administratives nécessaires,

Le bénéfice de ce droit de préemption urbain produira ses effets dès l'accomplissement des mesures de publicité (*affichage en mairie pendant un mois, avec effet juridique au premier jour de l'affichage, insertion d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département*) et transmission au Préfet des Vosges.

**Cette délibération annule & remplace la précédente du 30 novembre 2012.**

La séance est levée à 20 heures 15.

Fait à VENTRON, le 25 février 2013

Le Maire,



JC DOUSTEYSSIER